

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les négociations entre l'Union européenne et la Turquie concernant les réfugiés, à Bruxelles le 29 novembre 2015.

LE PRESIDENT : Il faut qu'il y ait un accord qui permette d'engager un plan d'action entre l'Europe et la Turquie, pour que les réfugiés puissent être accueillis en Turquie, au plus près de leur pays d'origine et de façon à ce que l'Europe puisse aider la Turquie et que la Turquie puisse prendre aussi un certain nombre d'engagements, pour que les frontières puissent être davantage contrôlées.

Donc c'est l'intérêt de tous, l'intérêt des réfugiés qui doivent rester au plus près de leur pays d'origine, l'intérêt de la Turquie qui recevra un soutien de la part de l'Europe et l'intérêt de l'Europe pour ne pas accueillir des réfugiés en plus grand nombre qu'aujourd'hui, parce qu'on sait maintenant les questions qui sont posées et les problèmes que certains pays ont exprimés. Donc je veux qu'il y ait un accord pour que la Turquie prenne des engagements, pour que l'Europe apporte un soutien et pour que les réfugiés puissent être accueillis.

Par ailleurs, nous devons avoir une coopération avec la Turquie pour lutter contre les trafics, pour agir contre le terrorisme et il y a nécessité à le faire et aussi pour trouver une solution en Syrie, je viens également dans cet esprit-là. Merci.